

Editorial

Hospitalité P.3
préjudiciable !

Déconcentration du
duplicata de Nationalité

Un début P.3
de solution

30 ans de prison ferme pour Blaise Compaoré

Le verdict du Temps
et de l'Histoire P.4



Togo :

Diplomatie... P.5
à plein régime

Prof Robert DUSSEY,
ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération et
de l'intégration africaine



Coin littéraire

Chronique littéraire / « Sur les routes sanglantes de l'exil » de Moïse Inandjo : la guerre, ne pas la faire, tout simplement, Yves GALLEY

La guerre, le sang, le cri des âmes exsangues, le brigandage, le carnage, le chaos, une odysée épineuse, entre autres, composent le tableau macabre peint avec art par l'auteur de « Sur les routes sanglantes de l'exil », Moïse Inandjo.

Un récit aux antipodes des histoires des mille et une nuits où un Aladin s'aventure dans des contrées magnifiques, où un Sinbad comparable à l'Indiana Jones moderne, fait vivre au lecteur des péripéties aventurières qui plongent l'esprit dans l'évasion. Ici, l'auteur enfourche la plume d'un Pablo Neruda, le pinceau d'un Pieter Brueghel l'Ancien et stimule les glandes lacrymales. « Venez voir le sang dans les rues » s'écriait l'éru- dit et le poète chilien Neruda, en réponse aux cuistres qui lui repro- chaient l'absence totale de la poé- sie parnassienne dans ses ouvra- ges. Le témoin tragique de notre époque sanglante où l'illusion, par ses mirages, essaie de corrompre l'esprit collectif, s'appelle Moïse Inandjo. Le prolifique Inandjo dans son 5^e ouvrage « Sur les routes san- glantes de l'exil », paru aux Editions Continents, fidèle à lui-même, et porté par sa plus grande passion, l'écriture, se met de nouveau au service de la sensibilisation de la société humaine, sur l'horreur et le caractère néfaste de la guerre, et laisse imaginer la beauté et tous les bienfaits de la paix. D'entrée, le lec-

teur est cueilli par des scènes d'une rare violence qui heurtent avec frac- cas la sensibilité, comme celles des pages 39 et 40 où un violent coup de machette fut asséné sur la nuque de la vieille accoucheuse, le bébé qui vient de naître achevé à coup de massue, et leur case brûlée avec la mère à l'intérieur. La République du Cordiam, qui jouissait d'une stabilité enviable, est attaquée par des rebel- les enivrés de plaisir à faire couler le sang humain. Le ciel va s'abattre sur la famille Kirobo poussée à l'exil, Valérie la femme et les enfants sur un chemin, le père, Jean-Bosco, capi- taine d'armée, sur un autre. Réquisi- tionné pour gérer la garde présiden- tielle, le capitaine ordonne à sa famille de quitter la capitale pour re- joindre ses parents à Tinen, son vil- lage natal. La femme et les trois en- fants du couple vont vivre sur leur route qui finira par l'exil, de dramatiques expériences : la mère de Jean-Bosco tuée à bout portant d'une balle dans la tête devant Aurélie et ses enfants, Steve, le jeune garçon, obligé d'ap- puyer sur la gâchette d'un pistolet pointé sur le front de son grand-père, Syndie et Kamy, les filles, violées sous le regard impuissant de leur maman (Pages 44-45). D'autres horreurs vont suivre sur la route qui les ame- nait vers la frontière de la Républi- que de Narra, notamment la confis- cation de leur véhicule avec Kamy, la benjamine à l'intérieur, tous enlevés. De l'autre côté, le père, le capitaine, est fait prisonnier de guerre, subit la



torture et les pires atrocités, se fait même proprement sodomiser. Aurélie, Steve et Syndie, sans Kamy, réussissent à atteindre le pays voi- sin, récupérés par la Commission Nationale pour les Réfugiés. Exploit que le père réussira aussi de son côté après s'être extirpé des griffes de ses maîtres, mais il a perdu son intégrité physique, une jambe amputée. Par un heureux hasard, ils se retrouvent dans le même camp des réfugiés. Grâce au Haut-Commissariat des Nations Unies, ils sont envoyés au Canada pour la suite de leur exil. Les 114 pages de cet ouvrage exposent la dimension sauvage de l'homme, en temps de guerre, où toutes les bar- baries et les animosités deviennent ordinaires et la vie de l'homme désa- cralisée, avec des dégâts difficilement évaluables. C'est à juste raison que dans la préface de l'ouvrage, Steve

Bodjona, écrivain et chargé d'affai- res du Togo au Japon, avertit les âmes sensibles de la musicalité triste et larmoyante de l'œuvre. Malraux qui parlait de « faire la guerre sans l'aimer », s'il vivait encore et lisait « Sur les routes sanglantes de l'exil », devrait reformuler sa pensée, car la guerre, il ne faut tout simplement pas la faire. Inandjo relate toutes ces in- supportables scènes dans un style si simple, accessible à toutes les cou- ches de lecteurs, qui s'apparente à une rivière où coulent sans bruit les atrocités qui déciment les peuples en période de guerre.

La sensibilité que stimule ce chef-d'œuvre de roman, la facile compréhension de l'histoire, l'alerte sonnée et les leçons transmises à la communauté humaine particulière- ment aux jeunes et aux acteurs poli- tiques, aux gouvernants de ce monde, justifient le mérite de son ins- cription au programme scolaire de notre pays. L'intérêt de ce roman est grand, il restera une référence pen- dant longtemps, du fait de la perti- nence et du caractère atemporel de la thématique traitée. L'émotion et la réflexion s'entremêlent dans cet ouvrage. Moïse Inandjo, dans l'avant-propos décline le rôle de l'écrivain qui sous-tend sa motivation à écrire précisément cet ouvrage. « Pour ma part, conscient que l'écri- vain doit être celui qui éveille la cons- cience des populations sur des faits que celles-ci n'arrivent pas à ressen- tir, j'ai bien voulu, à travers cette tra-

gédie romancée, mettre en exergue ce qu'est la société quand nous avons la Paix, ce qu'elle devient lorsque cette paix est perdue et ce à quoi elle ressemble lorsque nous la réinstaurons ou la retrouvons » explique-t-il, à la page 18. Dans la post-face du roman, Léonidas N'kuruziza, chef de la sous-déléga- tion de l'UNHCR à Farchana (Tchad), démontre toute l'importance de ce joyau de Moïse Inandjo. « L'histoire de la famille Kirobo est en réalité l'image de ce que vivent malheureu- sement les populations obligées de se déplacer pour échapper à la mort. Et lors de ces voyages, que d'ani- mosités, d'atrocités et de barbaries... C'est un sacerdoce, comme le montre si bien Moïse Inandjo à travers ces lignes que j'invite les lecteurs à parcourir et à partager avec leurs entourages », souffle-t-il aux pages 113-114. Contrairement au tragique nietzschéen du philo- sophe Michel Onfray qui, face aux atrocités du monde, affirme dans son livre « Décadence » que « le bateau coule et qu'il nous faut sombrer avec élégance », le romancier togolais Inandjo, après avoir peint des réalités fâcheuses, douloureuses et in- supportables, allume toujours la flamme de l'espoir, de la renais- sance... pour les âmes, hier meur- tries et désespérées, comme l'affi- che tristement la couverture(...)

Source : Afrikdepeche.com

SISTER GRACE
De Génération en Génération
Qui goûte prend goût!

Riz Parboiled
Riz Blanc Thaïlandais
Riz Couscous
Riz Blanc Vietnamien
Riz Blanc Grade B
Riz parfumé Thaïlandais

En vente partout

EDITORIAL

Hospitalité préjudiciable !

Du feu Général Eyadema à Faure Gnassingbé, le Togo n'a pas perdu sa qualité de terre d'hospitalité vantée partout en Afrique. Une hospitalité légendaire qui a abruti le Togolais au point où ce dernier est devenu un «étranger» sur sa terre natale. Les vrais étrangers adulés et plus considérés ont pris le pouvoir dans les différents secteurs d'activité. Avec plus de facilité à établir leur empire, ces derniers sont devenus plus Togolais que les Togolais eux-mêmes..

Chaque fois que ces réalités avaient été soulevées par la presse, cette dernière a été accusée d'inciter la masse à un sentiment de xénophobie. Maintenant qu'au sommet de l'Etat l'on s'est rendu compte que la largesse accordée aux étrangers chez nous devient une menace pour la paix intérieure, la presse peut donc aisément sortir les cadavres du placard.

Il faut donc saluer à sa juste valeur cet avant-projet de loi relatif à la police des étrangers au Togo. Séjourner, circuler et s'installer sur la Terre de nos Aïeux pour un étranger, doivent être accompagnés de règles bien définies. Il faut donner de la valeur au pays transformé en Or de l'Humanité pour ceux qui viennent de loin. Ils y ont pris le pouvoir de la corruption, des malversations financières et des braquages. Inondés de privilège en terre étrangère, ils ont les manettes. Les grands commerces entre leurs mains il n'y a nul secteur d'économie où les étrangers n'imposent leur concurrence déloyale avec la complicité d'autres Togolais.

C'est donc ce sentiment de surestime établi pour les étrangers en terre togolaise qui envoie les jeunes bras valides autochtones à aller chercher le bonheur loin de leur pays et comme toujours la plupart de ces derniers font l'amère expérience d'être étranger ailleurs. Maintenant qu'au sommet de l'Etat on a compris que le Togo a besoin d'attractivité qui passe forcément par le renforcement des mesures sécuritaires et au développement de l'économie nationale, on fait aussi barrage à nombre de petits problèmes liés à la cohabitation pacifique entre autochtones et étrangers.

Autant la procédure de digitalisation du processus de demande et d'établissement du visa et de la carte de séjour donne plus de valeur au pays ainsi qu'aux Togolais, autant la mesure donne plus de gage de sécurité à l'étranger qui s'installe ou séjourne.

De toutes les façons, le peuple togolais, comme on le connaît ne dérogera jamais à son dicton de terre hospitalière : Sentez-vous ici comme chez vous...mais désormais dans des normes bien établies.

Isaac Tonyi

Déconcentration du duplicata de Nationalité Un début de solution

Face à l'exigence de plus en plus pressante d'un service de qualité par les usagers, le gouvernement de marquer le pas. Ceci, en décidant d'un rapprochement de l'Administration publique des usagers. Une démarche qui se décline, entre autres, par déconcentration progressive des services de la Direction de la Nationalité togolaise du ministère de la Justice et de la Législation. Un processus qui a abouti au projet d'installation du matériel de duplication des certificats de nationalité dans les régions et préfectures du Togo. Une approche somme toute salubre.



Kobauyah Tchamdja-Kpatcha, Directrice du Sceau, de la Nationalité et de l'Identité Civile

Les lenteurs et lourdeurs administratives qui n'ont que trop duré constituent le reflet de la forte concentration des services publics à Lomé. S'offrir d'importants papiers administratifs comme la Nationalité ou le Passeport, par exemple, exige obligatoirement du désireux, un déplacement sur Lomé, d'où l'on se trouve sur le territoire national. Trajectoire contraire également pour tout usager résidant dans la capitale qui ressent le besoin de s'offrir un casier judiciaire.

Une situation éprouvante et pénalisante qui aura, sans doute, conduit aux états généraux de l'Administration publique tenue en 2006. Lesquels ont permis de faire un diagnostic exhaustif de la situation pour de meilleures perspectives. Un processus qui sera marqué, en 2017, par commission d'une étude sur la déconcentration des services publics menée

par l'Etat togolais, avec le soutien du PNUD. Une étude assortie d'une charte de déconcentration, validée par les acteurs qui participera à asseoir désormais, au Togo, une Administration publique efficace, une administration de développement, une administration davantage à l'écoute et au service du citoyen.

Un début de solution

Aujourd'hui, l'on peut donc se réjouir que cette réforme commence par produire des effets. En effet, dans un récent communiqué, le ministre de la Justice et de la Législation informe l'opinion nationale que dans la perspective d'une déconcentration progressive des services de la Direction de la Nationalité togolaise du ministère de la Justice et de la Législation, le gouvernement a initié un projet d'installation du matériel de dupli-

cation des certificats de nationalité dans les régions et préfectures.

La première étape de la mise en œuvre de ce projet, précise Kokouvi Pius Agbetomey, concerne les chefs-lieux des régions et les préfectures que sont Agoè-Nyivé, Lacs, Vo, Danyi, Kloto, Badou, Blitta, Bassar, Oti et Kpendjal. Et de préciser que la deuxième étape de ce projet, entrée dans sa phase pilote avec installation des machines dans les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé, prendra en compte, les autres préfectures.

Ainsi, pour tester l'efficacité et la performance des nouveaux outils de duplication installés, le gouvernement invite les populations de Lomé et de ses environs à adresser également leur demande de duplicata de nationalité au service administratif de la Justice ouvert sur les deux sites des préfectures d'Agoè et du Golfe.

Maintenir le cap

Cette approche tant souhaitée symbolise, dans l'ensemble, un début de solution aux innombrables difficultés que rencontrent les usagers en cas de besoin d'un service administratif. La lenteur constatée depuis des mois déjà dans ce service spécifique de Nationalité, non sans conséquences pour les demandeurs, en est une illustration parfaite. L'on ne peut donc s'en féliciter et encourager le gouvernement à persévérer dans ce sens.

Après la digitalisation du service de casier judiciaire, la déconcentration progressive du service de Nationalité, il est souhaitable que cette démarche qui, rappelons-le, s'inscrit dans le cadre du Programme de réforme et de modernisation de l'administration publique mise en œuvre depuis 2009, prenne également en compte les services de la Documentation en charge de l'Etablissement de la Carte d'Identité Nationale et du passeport. La finalité recherchée étant d'assurer aux Togolais, un service public de qualité.

Magloire T

Economie / Exercice 2022

Le taux d'intérêt légal est de 4% au Togo

Pour le compte de l'année civile 2022, le gouvernement togolais fixe le taux d'intérêt légal à 4%. Soit une baisse par rapport aux taux des deux précédents exercices respectivement fixés à 4,2% en 2021 et 4,5 % en 2020.

En somme, une bonne nouvelle qui rassure tout débiteur quant à une éventuelle indemnité exponentielle qu'il courrait auprès de son créancier. Ceci, à titre de dommages et intérêts moratoires lorsqu'il s'acquittera de ses engagements avec retard.

Pour l'année civile 2021, un tableau de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), conformément au Projet de Loi uniforme relative aux taux d'intérêt légal dans l'espace communautaire, affiche le taux d'intérêt légal à 4,2 au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo.

Jaurès AYO



Produits de première nécessité

Ça flambe !

Au marché, dans les boutiques ou encore dans les petits commerces, le constat est unanime. Voire effarant. Les prix des denrées de première nécessité sont en constante augmentation au Togo. Du riz au lait en passant par l'huile, le sucre, le détergent, le beurre ou encore la bougie, tout flambe. Autant de sacrifices pour les populations qui, dans leur grande majorité, se cherchent dans un contexte sanitaire presque exsangue. Pataugeant ainsi entre récriminations, alanguissements. Ce, sans pourtant percevoir la moindre lueur d'espoir, plus que jamais brouillée par une foudrante de taxes auxquelles elles sont de plus en plus assujetties.

De Lomé à Dapaong, elles sont à bout de souffle, est-on en droit de conclure. Ceci, face à l'allure vertigineuse de la spéculation sur le marché national. Une augmentation anarchique des prix qui a, malheureusement, pris pour cible, les denrées de première nécessité.

Ça flambe !

D'entre 16000 en moyenne, le carton du Lait Peak se vend désormais à 20.000. Par conséquent, de 350, la boîte se vend désormais à 500 FCFA. Soit une augmentation d'environ 43%. 24.000, c'est désormais le prix de l'huile végétale de 25 litres contre 18.000 la moyenne précédemment. Quant au sucre, le sac de 50 Kg qui se vendait en moyenne à 17.000 l'est désormais à 23.000 FCFA.

De 1000, le sachet en détail de la couche bébé se vend désormais à 1200 FCFA, 300 FCFA désormais pour le sachet de beurre qui se vendait précédemment à 275 FCFA, la boîte de Sardine à 400 FCFA, contre 300 précédemment. Il en est de même pour la pâte alimentaire (spaghetti) qui, de 350, est dé-

sormais vendue à 400 FCFA. Le paquet de bougie est désormais vendu à 450 FCFA à 350, précédemment. Ce qui fait revenir l'unité à 75 Fcfa désormais contre 50 Fcfa. Le sachet de détergent (Omo) passe de 200 à 275 FCFA. Le papier Hygiénique passe de 1000 f à 1200 f le sachet, 2500 f le plateau d'œufs contre 1900 FCFA précédemment.

Cet aperçu de la nouvelle tarification sur le marché fait constater que plus que partielle, la flambée s'est plutôt généralisée. Non sans conséquences.

Que dire alors du maïs dont le prix du bol, on le sait, stagne autour de 1000 fca ? Même les papiers RAM et autres ont vu leur prix grimper exponentiellement sur le marché ces derniers temps. Les Togolais boivent le calice jusqu'à la lie, est-on en droit de conclure.

A qui la faute ?

Face à ce triste tableau, fusent de partout, des questionnements. Comment en est-on arrivé à frôler le pire, avec une spéculation si vertigineuse. «Au marché, nos grossistes auprès de qui nous nous



approvisionnons nous ressortent l'argument selon lequel la douane, les fluctuations s'expliquent par les transports et le péage qui ont connu une augmentation ces derniers temps, influent conséquemment sur les prix au détail », nous explique Mohammed, détenteur d'une boutique en alimentation générale, dans un quartier du centre ville de Lomé. « Comme vous le constatez vous-mêmes, nous n'avons pas aussi le choix. On est aussi obligés d'augmenter les prix pour espérer récupérer le capital », a-t-il poursuivi.

Au regard de cette évidence, on comprend ainsi donc que la fluctuation constatée sur le marché national est, en partie, la résultante d'une situation qu'aura participé à générer, en amont, l'autorité publique. Une responsabilité engagée au travers d'une politique active de taxes et d'impôts imposés aux opérateurs économiques et citoyens.

Surveillance du marché, vous avez dit ?

Partant de là, doit-on en-

core donner du crédit à la volonté affichée du gouvernement de vouloir encadrer les prix du moment où les taxes foisonnent à chaque coin de rue ? La question se pose lorsqu'on sait que par décret, le gouvernement a imposé, en mai 2020, un encadrement des prix des produits alimentaires de première nécessité et dont les produits concernés sont essentiellement le riz, le sucre, l'huile végétale et la farine de blé.

On se rappelle encore que dans ce sillage, le Directeur du Commerce intérieur et de la concurrence au ministère du commerce avait indiqué que le riz thaïlandais 5% de brisure était fixé à 18500 f le sac de 50 kilos, le riz pakistanais 25% de brisures à 17200 f le sac, et le sucre de 50 kilos est de 16.000 f. A ces mesures s'est ajoutée la mise en opération, en novembre 2021, d'un numéro vert (8585) pour dénoncer les pratiques anormales comme les fluctuations et sur le marché. Un numéro, explique-t-on, introduit dans le cadre de la surveillance du marché, conformément

aux dispositions de la loi N°99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo.

Par ailleurs, on se rappelle qu'il y a également quelques semaines seulement, une réunion de travail se tenait entre le gouvernement et le secteur privé. Rencontre au cours de laquelle les deux parties ont travaillé sur la recherche des voies et moyens pour lutter efficacement contre les pratiques concurrentielles irrégulières, notamment les importations frauduleuses, la contrebande, les fausses déclarations ou encore la pratique du dumping.

Aujourd'hui, il se dégage qu'une chose est de mettre une politique, une chose est d'avoir la volonté de la faire réussir. On peut beau aligner les mesures de contrôle du marché. Mais face à l'élargissement de l'assiette fiscale face à une situation sociale empirée par la crise sanitaire due à la pandémie au COVID, rien ne changera. Sinon, c'est rendre le terrain plutôt fertile à l'inflation et aux fluctuations des prix sur le marché. Ceci, sans pour autant réussir à réguler le marché comme on le prétend.

Et comme nous l'écrivions en Editorial, dans notre précédent numéro, la solution à cette situation réside en la reconnaissance de l'évidence selon laquelle, « le peuple togolais reste un peuple docile sur les questions d'ordre national. Mais ce peuple a encore besoin de beaucoup plus d'attention ».

Magloire TEKO

A chaque ministère, sa Direction de Planification Fin de la navigation à vue ?

Désormais au Togo, les ministères abriteront chacun, une Direction de la Planification, des statistiques et du suivi-évaluation. C'est ce que préconise désormais le gouvernement qui en a, à cet effet, adopté en début de semaine, un projet de décret. Si l'objectif de ces structures-types, comme l'explique le gouvernement, est d'optimiser l'animation des fonctions de planification, de production des statistiques et de suivi-évaluation des actions entreprises, cela ne saurait qu'être une victoire d'étape. Pour cause, nombreux sont les observateurs qui se demandent si la mise en œuvre de cette réforme constitue la panacée pour révolutionner les méthodes de fonctionnement des ministères.

Des structures, sections et démembrements qu'occupe normalement un personnel. Tout est en place, commençant par le cabinet. Malheureusement, les objectifs escomptés ne sont souvent pas au rendez-vous. En cause, des carences, des lacunes, des dysfonctionnements... Bref, des maux qui minent et hypothèquent les ministères. En exemple, nombreux sont des agents des ministères, soit recommandés par une sommité, soit recrutés par concours mais qui, sur place, ne savent concrètement en quoi ils sont utiles.

Pendant ce temps, des

bureaux et postes restent occupés par des agents improductifs qui s'imposent. Même les quelques financements dont bénéficient les ministères n'arrivent pas à être consommés. Tout ceci, parce qu'il n'existe vraiment pas dans ces différents ministères une organisation méthodologique et scientifique des tâches, ajoutée à une classification du personnel selon les besoins et leur utilité.

Une situation monstrueuse et pénalisante pour l'action gouvernementale à laquelle l'Exécutif national aura, enfin, décidé de remédier. «La création de ces direc-

tions contribuera à la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques sectorielles et de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 », libelle le communiqué sanctionnant le conseil des ministres du lundi 7 février dernier. Cette réforme, précise le gouvernement, constitue une réponse à un besoin spécifique. Celui de coordination et de mise en œuvre efficace des différentes politiques sectorielles, et de la feuille de route gouvernementale.

Fin de la navigation à vue ?

Intervenant dans le sillage du budget-programme actuellement en cours, l'on peut donc se réjouir qu'enfin, les ministères vont pouvoir rompre avec la navigation à vue, la gangrène qui a toujours caractérisé leur fonctionnement. Des projets et programmes, avec des budgets alloués, et un personnel, mais sans qu'on ne sache véritablement quoi en faire. Une situation qui aura montré une certaine

inefficacité apparente dont se rendrait coupable, bon gré mal gré, le ministère en charge de la Planification, aujourd'hui rattaché à la Présidence.

Mais désormais, cette nouvelle dynamique responsabilise chaque ministère. Avec une Direction spécialement dédiée à la Planification, l'occupant aura désormais la latitude d'élaborer, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique interne de son ministère. Ceci, en lien avec la politique du gouvernement en matière de planification du développement, de prospective de l'Etat et d'aménagement. Par ailleurs, il contribuera également à la mobilisation des ressources externes pour le financement des actions et projets de développement dont a en charge son ministère.

A s'en tenir au cahier de charges du ministère, l'on peut également déduire que le Directeur de la Planification de chaque ministère coordonnera la réalisation des études de planification stratégique,

concevra, suivra et évaluera la stratégie de développement de son ministère, en relation avec le ministère chargé de l'économie et des finances. De même qu'évaluera la cohérence et la pertinence des projets de développement, des politiques et plans sectoriels avec les priorités en matière de développement.

Au regard de ce qui précède, jaillit une lueur d'espoir. Mais encore que chaque entité travaille inlassablement à la réussite d'un tel modèle. Dès lors, l'on pourra espérer, sans grand risque de se tromper, qu'une page dse tourne inexorablement. Celle du pilotage à vue pour que s'ouvre, dans l'Administration publique togolaise, une nouvelle dynamique. Laquelle incarnera une ère de méthode, d'efficacité et d'efficience. Autrement, ce sera encore un effet d'annonce. Sinon, des structures de plus qui n'existent que de nom. Les réalités ayant la peau dure, traverseront le temps et l'espace.

La Rédaction

Togo ...

Diplomatie à plein régime

C'est une diplomatie togolaise véritablement à pas de cadences et très animée que pilote le Prof Robert Dussey. Dépositaire d'un agenda bien garni, le ministre togolais des Affaires Etrangères dont le portefeuille, on le sait, tourne à plein régime n'observe aucun répit. Ces douze derniers mois, l'Universitaire a encore conduit, comme toujours, avec dextérité et doigté, ses dernières offensives. De Lomé aux Emirats-Arabs-Unis en passant par l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Algérie ou encore le Qatar, l'homme de main du Président Faure Gnassingbé ne rechigne point à travailler inlassablement au renforcement des liens d'amitié, de coopération au service du développement entre le Togo et les Etats du monde.

En ligne de mire de cette offensive diplomatique, des projets de coopération, aussi bien en économie, en agriculture, en transports, en infrastructures, en investissements qu'en industrie. Des liens économiques qui se sont renforcés, à titre d'exemple, au travers de la participation, en décembre 2021, du Togo à l'Expo 2020 Dubaï, aux Emirats-Arabs-Unis.

Rendez-vous économique d'envergure marqué notamment par la participation d'une forte délégation conduite par la cheffe du gouvernement, Victoire Tomegah-Dogbé.

Mais déjà, courant octobre, le chef de la diplomatie togolaise était au Royaume d'Arabie Saoudite où il a échangé avec plusieurs personnalités dont Son altesse le Prince Faisal Bin Fahan Bin Abdallah, ministre des affai-

Togo. Une visite qui a permis au Togo et à l'Allemagne de réactualiser leur coopération déjà très dynamique pour l'aligner aussi bien sur le Programme National de Développement et sur la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 que sur la nouvelle politique allemande de coopération au développement « BMZ 2030 ». Ce nouveau chapitre dans la coopération germano-togolaise dédié à encourager les réformes a été ponctué, plus tôt, par la signature, en mars 2021, en Allemagne, de la déclaration d'intention commune sur ce partenariat.

Un mois après, à Doha, au Qatar, le chef de la diplomatie togolaise et son homologue qatari, Sheikh Mohammed Bin Abdulrahman Al-Thani ont convenu de renforcer la coopération entre les secteurs privés des deux pays. Ceci, au travers



Prof Robert DUSSEY, en discussion avec le Président Iranien Ebrahim Raïssi le 24 janvier dernier

de coopération pour la sécurité et la stabilité du Sahel. D'ailleurs, quatre accords ont été signés au cours de l'expédition française. Parmi ceux-ci figure le protocole sur le dispositif « talents communs » qui vise à mobiliser les compétences de la diaspora pour un accompagnement sur les métiers du digital.

Comme au premier trimestre, 2021 s'est achevé sur des chapeaux de roue. D'abord une année entamée par la tenue, en mars 2021, à Lomé, de la 2^{ème} réunion du Groupe de Soutien à la Transition au Mali. Rendez-vous diplomatique de haut niveau en

de développement (Pnd) et la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Comme on peut le constater, c'est, somme toute, une diplomatie togolaise qui,

sous le lead de Prof. Robert Dussey, tourne à plein régime. Et ceci n'est, visiblement pas prêt à s'estomper

FD

L'autre épisode, non des moindres, a également été la visite, courant juin 2021, de Dr. Gerd Müller, alors ministre fédéral Allemand de la Coopération économique et du développement au Togo. Une visite qui a permis au Togo et à l'Allemagne de réactualiser leur coopération déjà très dynamique pour l'aligner aussi bien sur le Programme National de Développement et sur la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 que sur la nouvelle politique allemande de coopération au développement « BMZ 2030 »

res étrangères. Sommités avec lesquelles le Prof Robert Dussey a discuté de questions de coopération dans les domaines sécuritaire, économique et commercial. Des discussions d'ailleurs annoncées prometteuses et qui devront incessamment déboucher sur des accords dans ces différents domaines.

L'autre épisode, non des moindres, a également été la visite, courant juin 2021, de Dr. Gerd Müller, alors ministre fédéral Allemand de la Coopération économique et du développement au

de l'organisation des visites d'échanges et de prospection des opérateurs économiques. Aussi, ce sera également l'occasion d'étudier la possibilité d'accords dans le secteur aérien.

L'on ne saurait passer sous silence, la visite officielle du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé en France début avril 2021. Visite d'amitié et de travail au cours de laquelle plusieurs sujets d'intérêt national et international ont été traités, notamment la question du renforcement du partenariat bilatéral et

marge duquel le ministre Dussey s'était entretenu avec ses homologues d'Espagne et d'Algérie.

Ensuite, l'année s'est achevée sur de belles perspectives, avec, notamment la visite, en octobre 2021, à Lomé, du Président turc, Recep Tayyip Erdogan. Une visite qui aura marqué une forme de reconnaissance des efforts du Togo pour réformer son économie. Ceci, en vue de la rendre plus attractive et pour créer des opportunités d'investissements par la mise en œuvre du Plan national

Togo :

Dussey, une décennie de diplomatie d'adaptation et de prévoyance

par MAX-SAVI Carmel

Il est à la tête de la diplomatie togolaise depuis une bonne décennie ou presque. Et de l'avis aussi bien d'observateurs internes qu'externes, cette période correspond non seulement à une sorte de stabilité, mais aussi à une permanente et pertinente adaptation de cette diplomatie aux enjeux mondiaux. Le terrorisme, le développement, les partenariats ACP/UE (Afrique Caraïbes Pacifique/Union Européenne), les relations entre les partenaires traditionnels du Togo (France, Allemagne, Etats-Unis, Union Européenne...), il est à la manœuvre en tout et

L'arrivée au gouvernement de Robert Dussey coïncide avec une rupture de contrat entre l'Union des Forces du Changement (UFC) de Gilchrist Olympio et le parti au Pouvoir, autrefois le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Ayant imposé aux postes qu'il lui plaisait ses hommes, la diplomatie togolaise est tombée aux mains de Elliot Ohin, qui, il se voyait à l'œil nu, n'avait aucune expérience de l'espace international. Une gestion hasardeuse et au pifomètre du ministère des Affaires Etrangères a bien évidemment conduit au désastre et au jeu de l'approximation dont a hérité Dussey. Le défi était double, remettre sur les rails un ministère bien éprouvé mais aussi redonner à la diplomatie togolaise ses lettres de noblesse et l'imposer dans la sous-région. A ces deux défis, Robert Dussey en a ajouté un troisième, détecter des opportunités pour imposer dans le concert des Nations cette ex-«Suisse d'Afrique». D'où l'idée de la construction d'une crédibilité sur l'Afrique, notamment dans les institutions régionales (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, etc...) mais aussi dans des crises régionales que ce soit au Mali ou ailleurs, où, le Président togolais a vite fait office de médiateur. Un aspect d'autant plus important qu'au Pouvoir depuis 2005, Faure Gnassingbé est aujourd'hui ce qu'on appelle ironiquement «le doyen» des Chefs d'Etat de l'Afrique de l'ouest, «jeune doyen»

Suite à la page 7

PIA recrute pour son industrie textile

1000 emplois s'offrent aux jeunes Togolais

Tournant en plein régime depuis son inauguration, en juin 2021, par le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) est à la recherche d'une main d'œuvre suffisante pour faire tourner son industrie textile. C'est ainsi qu'elle lance une vaste campagne de recrutement de 1000 jeunes ayant entre 18 et 30 ans, et dont le niveau d'études est compris entre 4ème et Bac.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lomé, le 02 Février 2022

En collaboration avec l'ANPE représentée au sein de l'Autorité de Coordination de la Plateforme, la société PIA recrute pour son projet Textile, 1000 jeunes ayants entre 18 et 30 ans et un niveau d'éducation minimum 4ème maximum Bac.

Un parcours de formation sur le métier du textile est prévu pendant 6 mois, pour accompagner les nouvelles recrues.

Pour postuler, envoyez vos CVs au plus tard le 28 Février 2022 :

Al'adresse mail de PIA : hr.togo@arisenet.com,

Ou à l'adresse mail de l'ANPE : recrutement@anpetogo.org

Ou à l'adresse de l'association Be a Blessing : as2btogo@gmail.com

Pour plus d'informations, visitez le site web : www.pia-togo.com, les pages réseaux sociaux de la Plateforme Industrielle d'Adetikope ou bien le site web : www.anpetogo.org

A propos de PIA :

La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) est issue d'un partenariat entre la République togolaise et Arise IIP. Cette plateforme, dont l'investissement total s'élève à 130 milliards de francs CFA, sera opérationnelle à partir de janvier 2021 (Phase 1).

A propos d'Arise IIP :

Arise Integrated Industrial Platforms (IIP) est une joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et Olam International Ltd (Olam). Elle est spécialisée dans les zones industrielles intégrées et son portefeuille comprend actuellement GSEZ, GDIZ, PIA et SAG.

Contact médias :

Email : edwige.dabontin@arisenet.com

Tel : +228 22 53 01 70



1000 EMPLOIS
dans le textile à pourvoir pour les jeunes Togolais !

Tente ta chance avec PIA !

CANDIDATURES OUVERTES JUSQU'AU 28 FÉVRIER.

Envoyez vos candidatures :

- À PIA : hr.togo@arisenet.com
- Ou à l'ANPE : recrutement@anpetogo.org
- Ou à l'association Be a Blessing : as2btogo@gmail.com

Critères :

- Avoir entre 18 et 30 ans.
- Niveau d'études : de la classe de 4^{ème} au baccalauréat.
- Savoir lire et parler le français.

#1000EmploisPIA

N° RCCM : TG-LFW-01-2020-B16-00094
NIF : 1001713468 - CNSS : 130974

Plateform Industriale Adetikopé SAS - Siège social : Route Nationale N° 01 - Région Maritime - TOGO - BP12917

+228 22530170

pia@arisenet.com

LA FORCE EST EN VOUS

THE ORIGINAL PREMIUM
BLACK ENERGY

+228 99 66 98 98 / 91 31 54 91

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES REVENUS

LA TAXE D'HABITATION

WEBINAIRE

ID de réunion : 852 0605 2676
Code secret : 611075

Animé par
la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux
DLFC

Jeudi 10 10h30 Février 2022

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

30 ans de prison ferme pour Blaise Compaoré

Le verdict du Temps et de l'Histoire

Soupçonné d'être le principal commanditaire de l'assassinat de son prédécesseur Thomas Sankara, l'ancien Président burkinabé, Blaise Compaoré, actuellement en exil en Côte d'Ivoire, a été condamné, le mardi 8 février dernier, à trente (30) ans de prison ferme. Ce verdict qui consacre le couronnement du « procès Sankara », ouvert pour élucider les contours du coup d'Etat survenu en 1987 au Burkina Faso, débouchant sur la mort du « Révolutionnaire », tué avec douze (12) de ses compagnons, n'est donc que le verdict du Temps et de l'Histoire.

Qui a tué le Président Thomas Sankara le 15 octobre 1987? Cette question a traversé le temps et l'espace. Aussi longtemps qu'a été le règne de son successeur, Blaise Compaoré, 27 ans. Mais le ciel se dégagera de lui-même, après que ce dernier ait été renversé au Pouvoir, chassé par la rue. L'on peut, dès lors, remettre sur le tapis, ce vieux dossier tant attendu et qui suscite autant d'intérêts.

Ainsi s'ouvre en octobre 2021, devant le Tribunal militaire de Ouagadougou, le procès dit « Procès Sankara » qui, après quatre mois, débouche sur la condamnation de Blaise Compaoré soupçonné d'avoir mené le commando qui a tué le leader progressiste et icône panafricaine et ses collaborateurs. Pour y arriver, le parquet militaire a réclamé sa condamnation pour « attentat à la sûreté de l'Etat », « assassinat », « complicité d'assassinat » et « recel de cadavre ».

Ont assisté au procès, douze (12) des 14 accusés dont le Gal. Gilbert Diendéré (61 ans), un des principaux chefs de

l'armée lors du putsch de 1987. Contre ce dernier qui purge déjà vingt (20) autres années de prison ferme pour tentative de coup d'Etat en 2015, le parquet a requis vingt (20) ans de prison ferme.

Plusieurs autres peines d'emprisonnement allant de trois (3) à cinq (5) ont été également requises contre cinq accusés et une autre peine de douze (12) ans avec sursis. Pour « faits non constitués », le Parquet a requis l'acquittement de trois ac-



cusés et deux autres pour « prescription ».

« Après quatre mois de débat, c'est un sentiment de soulagement qui anime les familles », a déclaré, tout joyeux, Me Prosper Farama, l'avocat de la famille Sankara. Malheu-

reusement, regrette-t-il, « au cours de ce procès, aucun accusé n'a avoué, ne s'est repenti. Personne ! Nous demandons au tribunal de rendre justice aux familles. Nous ne voulons pas une vengeance, nous demandons simplement justice », a précisé

Me Farama.

Aujourd'hui, trente cinq (35) ans après, c'est un soulagement unanime qui se dégage au sein de l'opinion nationale et internationale, abasourdie par cet assassinat qui continue d'en-deuille tout le continent africain. Ceci, au regard du combat panafricaniste que menait Thomas Sankara pour la libération du continent.

Mais comme le renseigne l'adage, « on peut tuer un homme, mais pas ses idées ». Gisant sous terre depuis lors, l'homme continue de traverser le Temps et l'Histoire qui viennent justement de lui rendre justice. Un verdict qui consacre, plus que jamais, ce combattant des causes nobles dont la philosophie constitue une sève nourricière pour la jeunesse africaine.

Jaurès AYL

CAN 2022 :

Les anciens Lions fiers de leurs «petits frères» champions d'Afrique

Longtemps référence du football sénégalais, la génération 2002, vient certainement d'être détrônée par les nouveaux champions d'Afrique. Pour autant, c'est avec fierté qu'El hadji et compagnie parlent de l'exploit de leurs petits frères.

Le Sénégal champion d'Afrique, la bande à Sadio Mané l'a fait. Un exploit que beaucoup de générations de Lions n'avaient jamais réussi, même celle de 2002. « Ils ont essuyé nos larmes de 2002 », affirment en chœur Amara Traoré et Alassane Ndour, membres de la belle équipe finaliste malheureuse de la CAN au Mali. « À Bamako, on avait perdu aux tirs au but contre le Cameroun, rappelle Amara Traoré. 20 ans après, on gagne au Cameroun aux tirs au but face à l'Égypte. Bravo aux garçons, c'est magnifique. »

« Félicitations et merci pour tout », rajoute El Hadji Diouf, bras dessus, bras dessous avec Saliou Ciss. Ils sont rentrés dans l'histoire, ils ont beaucoup travaillé pour ça. J'avais dit à Saliou qu'ils allaient gagner. Cela s'est passé comme je l'avais dit. » L'actuel latéral gauche de Lions confirme les propos de son « grand frère ». « Il y a deux jours, il m'avait dit que cela être un match très difficile, mais qu'on avait tout le pour le gagner et qu'on

allait le faire. »

Khalilou Fadiga, dont les traces des larmes sont encore visibles a également exprimé sa fierté envers les nouveaux Lions. « C'est la première fois que je pleure pour un match de football. Merci aux gosses. Ce matin, j'ai échangé avec

Sadio (Mané) par texto, il m'avait promis la victoire. Il m'a dit : "Grand, tu verras, ce soir, tu seras fier de nous »

Mamadou Diallo « Seybani » n'était pas de l'aventure 2002, mais il a marqué la sélection sénégalaise comme attaquant entre 1994 et 2000. Il re-

mercie les nouveaux champions, mais veut associer à la victoire les disparus comme « Jules Bocandé, Bruno Metsu, Papa Bouba Diop, Mansour Wade et Joseph Koto qui ont aussi joué un grand rôle dans le football sénégalais. »

Spurce : rfi

Togo :

Dussey, une décennie de diplomatie d'adaptation et de prévoyance

Suite de la page 5

par MAX-SAVI Carmel

préfère Alassane Ouattara, son aîné d'un quart de siècle.

Robert Dussey, c'est la passion bouillante et discrète du service. C'est le flair permanent de l'initiation et de l'innovation, c'est la promptitude spontanée malgré une santé relativement fragile. Le tout porté par une foi inébranlable que ce franciscain qui a vite remplacé son chapelet par un carnet d'adresses porté aux chevilles. Comme la source de sa force.

Depuis sur le continent comme ailleurs, la diplomatie togolaise a accumulé des succès. La réussite récente de la visite d'Etat de Faure Gnassingbé à Paris en est une parfaite illustration d'autant qu'il n'est pas que le dernier Chef d'Etat de la région à être reçu par Macron, mais les rumeurs allaient bon train sur ses demandes d'audience jamais acceptées par le jeune Président français. Mais la force de Dussey a toujours été cette curiosité diplomatique et l'esprit permanent de prospection. Turquie, Russie, Israël, il a étendu l'horizon de la diplomatie togolaise, avec pour soubassement un constant équilibre entre Washington dont il s'est fait si proche et Tel Aviv dont il est à la fois le fils spirituel et l'éternel admirateur.

Et surtout, il sait s'adapter. A peine la droite trumpiste a été déchu aux Etats-Unis qu'il a ravivé ses relations avec la gauche quasi-extrême. Peu après le départ de son ami israélien Benjamin Netanyahou, il a réveillé ses vieux contacts de la gauche israélienne. Bref, un étonnant personnage d'adaptation et de jonglage diplomatique avec pour un seul objectif, voir rayonner le Togo.

Aujourd'hui, alors qu'en négociateur principal pour les ACP, il a presque conclu les accords ACP/UE, Robert Dussey prépare déjà, dans un monde en pleine dynamique, l'après. Le séjour de Bruxelles devrait être la bonne opportunité pour ce sympathique ministre qui a un talent, disons un don, la facilité de la familiarisation. Une qualité plus que capitale dans la mission qui est la sienne et qui, compte tenu des enjeux qui attendent le Togo, n'est pas près de finir.

FLAMBEAU
des démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïcclas
Del-Jo
Magloire Têko
Isaac Tonyi
Oscar Sékaya
Lawson A. Tevi

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
SODJI Edoh

PAO
A.Franck (93 07 28 66 / 99 95 65 22)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

Lomé (Togo), 20 janvier 2022 – Une délégation d'experts de TOGOCOM en visite professionnelle à Madagascar au siège du Groupe AXIAN pour une immersion dédiée au domaine des télécommunications.

TOGOCOM, UNE EXPERTISE RECONNUE

Une délégation d'experts de TOGOCOM s'est rendue à Madagascar, au siège du Groupe AXIAN, pour partager leurs compétences dans le domaine des télécommunications. Les sept collaborateurs de TOGOCOM, sélectionnés pour leurs savoirs-faire, ont intégré, en fonction de leurs domaines d'activité, différentes filiales du Groupe AXIAN : TELMA (l'entreprise de télécoms à Madagascar), NEXTA (la plate-forme entrepreneuriale et espace de coworking), CONNECTEO (une entreprise d'expérience et de relation client) et PULSE (l'agence digitale).

Cette visite met en avant les différents domaines d'expertise de TOGOCOM, notamment en matière de relations clients, de développement et de technique, renforce la synergie entre les collaborateurs de TOGOCOM et des filiales d'AXIAN à Madagascar et contribue à la création de liens entre les collaborateurs du Groupe. Ce séjour est un moment de partage et d'échange, sur les plans humain et professionnel. Les collaborateurs de TOGOCOM capitaliseront leurs expériences avec les collaborateurs des filiales au sein desquelles ils ont effectué leur immersion.

DES ECHANGES AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

Cet échange professionnel s'effectue dans le cadre d'un programme mis en place par le pôle Let's Connect du Groupe AXIAN, pour permettre aux collaborateurs de ses différentes filiales de partager leurs savoirs-faire, les best practices et la cross-fertilization.

Depuis son installation au Togo, en tant qu'actionnaire majoritaire de TOGOCOM en 2019, AXIAN met tout en œuvre pour participer à l'épanouissement de l'ensemble de ses collaborateurs. Il contribue également au développement et à la transformation digitale du Togo, pour en faire un hub digital de la sous-région et répondre aux objectifs du Plan National de Développement (PND). Ainsi, AXIAN apporte à la population togolaise des solutions innovantes pour un meilleur accès à l'éducation, la santé et aux services publics sur l'ensemble du territoire national.

« Le Groupe AXIAN, à travers son pôle Let's Connect, favorise le partage d'expérience ainsi que la cohésion entre ses collaborateurs des différentes filiales du Groupe. Ce premier voyage professionnel est le début d'une belle histoire de partage et de cohésion entre tous les employés du Groupe AXIAN. » **Paulin Alazard, Directeur Général TOGOCOM**

 À propos de AXIAN	AXIAN est un groupe panafricain présent dans 7 pays et spécialisé dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : immobilier, télécoms, services financiers, énergie et innovation. AXIAN agit en partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels il opère. Avec l'ensemble de ses 5000 collaborateurs audacieux et passionnés, il s'assure systématiquement de l'impact durable et positif de ses activités sur le quotidien de millions d'Africains. Le Groupe AXIAN fait partie de l'initiative Global Compact des Nations Unies et s'engage à intégrer ses 10 principes au cœur de ses stratégies et activités présentes et futures. En savoir plus sur AXIAN : www.axian-group.com
 À propos de TOGOCOM	TOGOCOM est le leader du marché des télécoms au service de l'ensemble des Togolais, partout sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et de Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de la téléphonie mobile. Dans le sens de son ambition d'acteur télécoms incontournable de sa région, Togocom lance en 2021 le 1er réseau 5G d'Afrique de l'Ouest.